

Le revenu universel, une idée intéressante mais irréaliste

 alternatives-economiques.fr/revenu-universel-une-idee-interessante-irrealiste/00092746



Face à la fermeture de nombreuses entreprises, des millions de personnes se retrouvent privées de leur revenu habituel. Des mécanismes de sauvegarde publics, comme le chômage partiel, leur permettent de conserver la majeure partie de leurs ressources habituelles. Mais que faire pour les intérimaires, personnes en CDD, ou intermittents, qui ne sont pas couverts ?

Si un revenu universel existait, personne ne serait oublié. Les versements seraient automatiques, sans aucune démarche administrative compliquée, ou perçue comme humiliante. De plus, comme le note l'économiste Jean-Eric Hyafil, un telle prestation serait utile, à l'avenir, face aux catastrophes naturelles, aux hausses de la taxe carbone, ou pour augmenter le pouvoir d'achat des travailleurs à bas salaires.

Le revenu universel avait été proposé par Benoît Hamon lors de la campagne présidentielle de 2017. A l'époque, une nette majorité de Français estimaient que l'idée était utopique, nécessitant une hausse massive des impôts. De plus, ils pensaient qu'elle encouragerait « l'assistanat ».

Aujourd'hui, le concept est soutenu par de nombreux élus, au Royaume-Uni, aux Etats-Unis, etc. En France, dix-neuf présidents socialistes de départements ont demandé son instauration, dès 18 ans, et d'un montant égal au seuil de pauvreté. En Espagne, la ministre de l'Economie, Nadia Calviño, a annoncé début avril qu'un revenu universel d'urgence serait instauré « dès que possible ».

Cette idée a le mérite de proposer un nouvel horizon en rappelant que, même dans les pays riches, la protection sociale est loin d'être suffisante pour de nombreuses personnes. Néanmoins, elle se heurte à une double impossibilité : économique et démocratique.

La croissance ne crée pas d'emplois

Le premier constat empirique sur lequel repose le revenu universel est juste : il n'y a pas assez d'emplois. Ses promoteurs mettent en avant la menace de l'arrivée des robots et des destructions massives qu'ils entraîneront. Que cette prophétie se réalise ou non ne change rien à l'affaire. Dans tous les pays riches, le sous-emploi (travail à temps partiel non choisi, chômage plus ou moins déguisé, etc.) est massif.

┃ Pour parvenir au réel plein emploi, il manque un emploi pour quatre adultes !

Ainsi, en France, le « taux de non-emploi équivalent temps plein », terme barbare pour désigner les emplois qui manquent pour parvenir au plein emploi, était, en 2017, de 27 %. Autrement dit, pour parvenir au réel plein emploi, il manque un emploi pour quatre adultes !

L'analyse en longue période de l'économiste Michel Husson donne les mêmes résultats. Depuis des décennies, les gains de productivité sont « trop » forts par rapport à la hausse de la production, si bien que le nombre de personnes nécessaires pour faire tourner les usines, animer les magasins et occuper les bureaux, ne cesse de baisser.

Dans le tableau ci-dessous, on constate que, de 1949 à 1984, la productivité horaire est plus élevée que la hausse du PIB. Ce n'est qu'entre 1984 et 2007 que le PIB augmente un tout petit peu plus vite que la productivité.

De ce fait, le nombre total d'heures travaillées dans le pays, dans le public comme dans le privé, diminue, en particulier durant les Trente Glorieuses ! Et stagne entre 1984 et 2007 (+ 0,1 % par an).

Entre 1949 et 1974, les gains de productivité ont cru chaque année de 5,7 %, contre seulement 5,4 % pour le PIB. Le nombre d'heures travaillées a donc diminué de 0,3 % ($= 5,4 - 5,7$). Mais comme la durée annuelle du travail a encore plus diminué (de 0,8 % par an), l'emploi a pu augmenter de 0,5 % ($= 0,8 - 0,3$). Enfin, pour éviter une hausse du chômage, il faut que la hausse de l'emploi soit supérieure à celle de la population active.

Or, dans un pays où la population ne cesse d'augmenter, si le nombre d'heures de travail dont ont besoin les employeurs diminue, cela implique un taux de chômage vertigineux.

Pourtant, même si le chômage est très élevé en France, nous avons connu des périodes de plein emploi. Comment est-ce possible ? La solution est fournie à la quatrième ligne du tableau. C'est parce que la durée du travail a nettement diminué que l'emploi a

progressé : troisième semaine de congés payés en 1956, quatrième en 1969, cinquième en 1982, semaine de 35 heures en 2002, etc.

Le revenu universel : du temps pour soi

L'absence structurelle d'emplois suffisants, bien payés, intéressants, a des conséquences dévastatrices sur notre société : stagnation salariale, souffrance au travail, angoisses des jeunes, frein à l'épanouissement personnel... La lutte permanente pour l'emploi nous affecte tous, sans même que l'on s'en rende compte.

Avec le revenu universel, les personnes disposent d'une voie de sortie, d'une *exit*. Elles peuvent dire « non »

Face à cela, l'idée de revenu universel est de donner une porte de sortie : « Vous me proposez un travail difficile, dangereux, mal payé, où on va mal me parler toute la journée ? Non merci. » Dans le langage d'Albert Hirschman, on dit que les personnes disposent d'une voie de sortie, une *exit*. Elles peuvent dire « non ».

Selon le philosophe Philippe Van Parijs – certaine la personne qui a le plus bataillé pour cette idée au cours des trois dernières décennies – : « *Les 400, 600 ou 800 euros inconditionnels doivent permettre une réduction plus aisée du temps de travail pour celles et ceux qui passent leur temps à nettoyer nos bureaux et nos maisons, afin de leur permettre de mieux s'occuper de leurs enfants (...), de reprendre une formation et, oui, même de s'autoriser un peu plus de loisir. Comme l'écrit Bertrand Russell : "L'idée que les pauvres puissent avoir du loisir a toujours été choquante pour les riches."* »

Le revenu universel : combien d'euros ?

L'idée est donc intéressante. Mais la question du montant du revenu universel va nous conduire dans l'impasse suivante : si le revenu universel est trop bas, il ne permet pas aux personnes d'échapper au « marché » du travail, qui porte ici très bien son nom. Et s'il est suffisamment élevé, il est impossible à financer – non pas pour des raisons économiques, mais pour des raisons morales, politiques, psychologiques.

Si le revenu universel est trop bas, il ne permet pas aux personnes d'échapper au « marché » du travail

Il existe une grande variété de montants proposés par les défenseurs du revenu universel. Par exemple, Jean-Eric Hyafil propose 550 euros, auquel serait joint un impôt proportionnel de 23 % dès le premier euro gagné. Autrement dit, une somme proche du RSA, qui est de 565 euros pour une personne seule.

De la même façon, Philippe Van Parijs propose un revenu universel égal à 25 % du PIB par habitant, ce qui, pour la France, correspond à environ 700 euros par mois. Là aussi, une somme proche de ce qui existe déjà avec le RSA, éventuellement augmenté d'une

aide au logement¹. Il paraît un peu ridicule de dire, comme Philippe Van Parijs, que le revenu universel serait, dans ces conditions, une « *voie capitaliste vers le communisme* ».

Un « commun héritage » ?

Mais au moins cette proposition serait finançable, encore qu'avec de grandes difficultés puisqu'elle ne remplacerait pas toutes les prestations sociales existantes (allocations familiales, allocations pour les personnes handicapées, etc.). En particulier, ce revenu ne pourrait pas remplacer les allocations chômage, et encore moins les pensions de retraite, qui sont souvent supérieures, et parfois très supérieures, à cette somme.

L'imaginaire du revenu universel est celui de la liberté réelle, de la possibilité de vivre sans devoir se plier aux injonctions d'un chef, aux demandes incessantes des clients, au rythme d'une machine qui vous brise le dos à longueur de journée. Et nos pays sont si riches ! N'est-il pas possible de parvenir à une « *distribution plus égalitaire* » de notre « *commun héritage* », selon les mots de Philippe Van Parijs ?

| Notre niveau de vie nécessite encore aujourd'hui beaucoup de travail humain

Non. La situation actuelle le prouve. Même dans nos pays riches si automatisés, nous ne vivons pas de notre héritage (qui est un stock). Notre niveau de vie nécessite un flux constant de richesses : de l'agriculture, de la production, de la manutention, du crédit, du transport, des réparations. Et tout cela nécessite encore aujourd'hui beaucoup de travail humain.

Nous ne sommes pas assis sur notre richesse. Nous la créons chaque jour. Or, pour financer un revenu universel digne de ce nom, il faudra l'accord de toutes celles et de tous ceux qui produisent cette richesse chaque jour. Est-ce possible ?

Le prix de la liberté (économique)

Supposons que l'on veuille créer un véritable revenu universel. A quel niveau devrait-il s'établir ? Il se trouve que grâce au travail minutieux de l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale (Onpes), on dispose d'une réponse assez précise à cette question.

Ses chercheurs ont réuni des citoyens pour leur demander ce dont on a besoin pour pouvoir participer à la vie sociale. Le protocole est méticuleux. Ainsi, ce sont par exemple des familles monoparentales qui discutent des besoins des familles monoparentales, afin de limiter les jugements de valeur sur « les autres ».

Selon les personnes interrogées, pour pouvoir vivre normalement, dans la France d'aujourd'hui, il faut disposer d'une chambre pour chaque enfant de sexes différents, d'une petite voiture d'occasion, pouvoir partir en vacances, prendre un repas à l'extérieur une fois par semaine, offrir des cadeaux à ses proches, avoir un « reste à charge » en matière de santé limité à 20 euros par mois, etc.

Le résultat sur les « budgets de référence » suivant la composition du foyer, pour des personnes vivant dans une ville moyenne, sont alors les suivants :

Budgets de référence selon le type de foyer

Moyenne des budgets des personnes locataires dans le « parc social » et des personnes locataires dans le « parc privé ». Nous n'avons pas reporté les montants pour les personnes propriétaires de leur logement, que l'étude ne fournit que dans le cas des personnes retraitées.

On le voit, les sommes sont très loin des 700 euros proposés par Philippe Van Parijs. Mais c'est là le prix de la liberté économique ! Et encore est-il doublement sous-estimé : ces chiffres datent de 2015, et les prix ont augmenté depuis.

De plus, ils concernent les villes de Dijon et Tours, où le logement coûte nettement moins cher qu'à Paris bien sûr, mais aussi qu'à Bordeaux, Lyon, Nice, Aix-en-Provence, Nantes, Strasbourg, Lille, Rennes, Toulouse et dans de nombreuses autres villes.

La difficulté de la solidarité

Pour Philippe Van Parijs, l'avantage du revenu universel serait d'échapper à la logique des formes d'assistance sociale qui se sont succédé depuis le début du XVI^e siècle : celui de prendre aux riches pour donner aux pauvres. Il critique notamment la proposition de Milton Friedman d'un « impôt négatif » – qui est, il le reconnaît, très proche de la sienne² –, parce qu'il constitue « *un impôt pour les pauvres* ».

Or, selon Philippe Van Parijs, avec le revenu universel, on entrerait dans un troisième modèle de la protection sociale, après l'assistance aux pauvres et la solidarité entre travailleurs. Dans ce modèle, « *chacun reçoit une part de la rente dérivée de la productivité de notre fonctionnement économique et social* ».

Simplement, les personnes bénéficiant de revenus élevés doivent verser un « droit d'usage » de cette productivité, d'autant plus élevé que sa rémunération est forte. En-dehors du monde du philosophe, dans la réalité, ce droit d'usage s'appelle un impôt.

Le revenu universel supposerait un impôt très élevé sur les revenus, une très forte taxation des patrimoines et de l'héritage, des transactions financières, etc.

Peut-on financer un revenu universel de 1 500 euros par mois et par adulte ? En France, le PIB par adulte est de 48 000 euros par an, soit 4 000 euros par mois. C'est donc, sur le papier, possible. Mais cela supposerait un impôt très élevé sur les revenus, une très forte taxation des patrimoines et de l'héritage, des transactions financières, etc. Et, le revenu étant universel, même les personnes qui paieraient ces impôts le recevraient.

Simplement, elles verseraient chaque mois des sommes beaucoup plus importantes sous forme d'impôt. Pendant ce temps-là, d'autres personnes vivraient uniquement du revenu universel. Et on ne voit pas bien pourquoi les premières accepteraient de payer autant pour les secondes.

Le progrès plutôt que la dystopie

Nous retrouvons le résultat indiqué en introduction : le montant du revenu universel à verser à chacun pour lui permettre de se libérer du marché du travail nécessiterait une hausse des impôts beaucoup trop forte pour avoir la moindre chance d'être acceptée. Le revenu universel veut imposer une solidarité dont la très grande majorité des personnes ne veut pas.

Le revenu universel veut imposer une solidarité dont la très grande majorité des personnes ne veut pas

Par ailleurs, de nombreuses personnes se demandent s'il est bien raisonnable de donner de l'argent sans contrepartie. Certes, cela soulève de vastes questions morales et philosophiques. Mais les tenants du revenu universel sont-ils si sûrs que tout le monde en fera un bon usage ? N'y a-t-il pas un risque d'isolement, dans nos sociétés déjà très solitaires ?

De plus, le concept a le grave défaut de contourner la question du travail. Le revenu universel se veut être un outil de transformation sociale radicale... tout en laissant l'économie inchangée ! Cela est incohérent. La société ne va pas se transformer en profondeur simplement parce que des personnes pourront refuser les pires boulots.

Il faut au contraire proposer un bon emploi à tous. Cela suppose une poursuite de la réduction du temps de travail, un partage du travail, des investissements dans le logement, l'éducation, la santé, l'agriculture et les transports. Il faut aussi accroître le Smic, afin de pénaliser les mauvais emplois, qui sont aujourd'hui, au contraire, subventionnés par les baisses de cotisations sociales et la prime d'activité.

Rien de tout cela n'est aussi spectaculaire que le revenu universel, mais serait à coup sûr plus cohérent avec nos valeurs partagées, plus efficace et, surtout, ne serait porteur d'aucun danger pour la stabilité de la société.